Déclaration préalable au CST
du 7 octobre 2024

La CGT tient à vous faire part de sa grande inquiétude et de la colère des travailleurs et travailleuses.

Ces derniers jours ont été catastrophiques pour la démocratie, dominés par une politique très loin des préoccupations quotidiennes des salariés et des retraités et du sursaut Républicain et citoyen des 1er et 7 juillet.

Nombre de citoyens se sont mobilisés et sont allés voter.

Cette mobilisation citoyenne exceptionnelle dans laquelle la CGT a joué un rôle central a exprimé deux messages forts : **la sanction de la politique mené par notre président et notamment de son passage en force sur la réforme des retraites, et le refus de voir l'extrême droite s'installer à Matignon.**

Alors que les résultats du 7 juillet avaient été accueillis avec soulagement et espoir, le sentiment majoritaire aujourd'hui est celui d'un passage en force contre le résultat des urnes et d'un déni de démocratie, loin des réelles attentes.

Sans changement immédiat, le sursaut citoyen du 7 juillet se transformera en sursis.

L'urgence est de répondre aux exigences sociales, avec un profond changement de cap, sur la méthode démocratique mais surtout sur la politique économique et sociale.

Les collectivités territoriales rappellent régulièrement que ces dernières doivent toujours assumer plus de responsabilités sans obtenir les moyens nécessaires pour ces missions. Or la Cour des comptes préconise ce mercredi 2 octobre qu'elles suppriment 100 000 emplois des fonctionnaires.

Comment peut-on faire plus, avec moins ???

Le financement de nos services publics est primordial pour un service de qualité rendu à l'ensemble de la population.

Le Président de la République a fait le choix de baisser de 73 milliards d'euros les impôts des plus aisés et des entreprises depuis 2017

- Les aides publiques aux entreprises atteignent 170 milliards chaque année
- Dans le même temps, fonctionnaires et services publics ont été placés à la diète…

Le Projet de loi de Financement doit permettre un plan d'urgence pour financer nos services publics et notamment:

- L'augmentation du point d'indice,
- La revalorisation des grilles salariales pour reconnaitre les qualifications,
- revaloriser les métiers féminisés et garantir l'attractivité des métiers,
- un plan pluriannuel de financement pour nos EHPAD, nos hôpitaux publics, nos écoles, nos universités.

Une loi de programmation sur la dépendance, pour financer et mettre en place un service public de la perte d'autonomie et de la petite enfance dont le privé lucratif serait exclu.
La CGT réaffirme que la place des services publics est essentielle et que répondre aux besoins environnementaux et sociaux, c'est une priorité.

Pour la CGT, le PLF doit intégrer une réponse politique à la hauteur des besoins pour les services publics, et ainsi faire face à cette menace grandissante pour les droits des , travailleurs et travailleuses et toute la population.

C'est une urgence absolue !

Rejoignez la CGT pour défendre le service public,
nos emplois et nos conditions de travail !
10 rue Joseph SERLIN 69001 LYON
Tél : 04 72 10 39 46
cgtvilledelyon.fr